



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.

— PARAÎT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 8 SEPTEMBRE 2007

N° 972

PRIX 0,80 €

EDITORIAL

ANTILLES

**Après le passage du cyclone Dean :
des centaines de sans abri, du chômage
accru et ... une poignée de profiteurs !**

Le cyclone Dean a fait des dégâts considérables en Martinique et moins importants en Guadeloupe. Dans cette île, il y a eu peu de dégâts dans les maisons individuelles et aucune victime. Par contre, l'agriculture et la pêche ont souffert, beaucoup de cultures maraîchères aussi et un certain nombre de bananeraies. Quant aux pêcheurs ils ont subi de nombreuses pertes de nasses, et d'autres dégâts matériels dont des embarcations endommagées. Le secteur du tourisme a été relativement touché avec la forte houle qui a endommagé les plages et détruit quelques installations, ainsi que certaines communes. Environ 30000 foyers ont été privés d'électricité mais le réseau a pu être assez vite rétabli.

La Martinique, elle, a connu une plus grande détresse humaine. Les cyclones sont un révélateur de la misère masquée. On compte 5040 maisons endommagées et 542 maisons complètement détruites, deux morts. Dans la seule commune du Vauclin, 57 maisons ont été détruites. Plus de 300 familles sont actuellement hébergées dans des écoles et des gymnases. Le réseau électrique et d'adduction d'eau a été totalement endommagé ainsi que les réseaux téléphoniques (GSM et fixes). Les choses se rétablissent peu à peu. Mais il faudra compter bien un bon mois pour que l'ensemble de ces réseaux vitaux soit rétabli.

La population n'a pas attendu l'arrivée des secours publics pour relever dignement la tête. On a vu de nombreuses personnes faire preuve d'une solidarité immédiate : des jeunes se mettre à dégager des routes, des propriétaires de tronçonneuses, de camions se mettre bénévolement au service de la collectivité à Fonds Saint Denis, Rivière Pilote, Macouba et ailleurs. Les jeunes en particulier ont suscité par leurs actions de solidarité de nombreux témoignages de sympathie.

Dans les deux îles des aides d'urgence à la population ont été votées par les assemblées locales et décidées par l'Etat. Mais quand parviendront-elles aux pauvres ?

Le secrétaire d'état à l'outre mer Estrosi est venu en Martinique et en Guadeloupe une première fois puis une deuxième fois accompagnant le premier ministre Fillon avec un certain nombre de supposés « experts ». Fillon a déclaré qu'il reviendrait avant la fin de l'année pour constater l'état de la reconstruction. L'évaluation des dégâts se chiffrerait à environ 500 millions d'euros pour les deux îles. Il est déjà clair que le gros de ces subventions ira aux patrons de la banane et principalement aux gros planteurs et la portion congrue, comme toujours, aux moyens et petits planteurs. Comme le dit un communiqué de nos camarades de la CGTG-Banane : « les dégâts causés par « Dean » sont une aubaine pour certains gros planteurs... En effet, leur gain (subventions en tout genre et indemnisation par les assurances) sera plus important que s'ils avaient exporté leur production. Par contre, pour les petits planteurs, voire certains moyens planteurs ce ne sera certainement pas le cas. En ce qui concerne les ouvriers agricoles, ce sera la misère assurée. »

Les patrons de la banane préparent déjà les travailleurs à la perspective du chômage technique et même aux licenciements. L'un des gros planteurs de Guadeloupe, Francis Lignières n'a-t-il pas annoncé sa décision de mettre un terme à l'activité bananière ? Voilà quelques années du reste que des patrons de la banane ferment des plantations.

Sous une forme ou sous une autre, ces patrons perçoivent régulièrement toutes sortes de subventions pendant qu'ils licencient les travailleurs. C'est surtout pour ces gens là que les Estrosi et Fillon se déplacent. Quand ils parlent de « solidarité nationale », il faut comprendre surtout « solidarité de classe » avec les riches, même si, par peur du mécontentement social, ils octroient quelques miettes aux travailleurs et aux pauvres. Les travailleurs de la banane en Martinique et en Guadeloupe ont déjà fait savoir qu'ils ne se laisseront pas faire !

Les promesses de Sarkozy aux patrons

Un patronat enthousiaste, ovationnant Sarkozy debout à la fin de son discours. Les choses sont claires.

Le discours adressé par Nicolas Sarkozy aux patrons réunis lors de l'université du MEDEF réaffirme son allégeance aux intérêts du patronat et sa volonté d'aller toujours plus loin dans ce sens. Certains ont pu dire qu'il n'avait pas annoncé de mesures concrètes, néanmoins, les orientations sont parfaitement claires et ne doivent laisser aucun doute dans l'esprit des travailleurs : il faudra se battre si on veut arracher quelques avancées, et même pour conserver ce qui reste de nos droits en tant que salariés.

Sur la question des 35 heures : Sarkozy promet d'aller beaucoup plus loin dans l'assouplissement de la loi. Avec les heures supplémentaires, dégrever d'impôts, liées à l'annualisation du temps de travail et autres assouplissements en faveur des patrons, il ne reste pas grand chose à dépecer dans ce domaine. Il faut donc s'attendre au pire. Cela passerait par une plus grande place donnée aux accords de branche et d'entreprise, les travailleurs devant négocier de façon fragmentée, donc plus faibles face à un patronat uni et bénéficiant du soutien sans faille du gouvernement.

Toujours concernant le monde du travail, le président estime « qu'il faut en finir avec cette idée fausse : pour donner du travail à tout le monde, il faut partager le travail ». Il veut aussi en finir avec « la politique de dévalorisation du travail qui depuis 30 ans s'efforce d'empêcher les Français de travailler ». La logique du discours n'est pas évidente, mais on peut

comprendre qu'il entend faire travailler un maximum ceux qui ont un emploi. Quant à ceux qui sont au chômage, qu'ils y restent, en somme. A ce propos, il a réaffirmé sa volonté de faire fusionner l'UNEDIC et l'ANPE, ce qui en plus des réductions de postes, entraînerait une pression plus grande sur le demandeur d'emploi. Au lieu d'être aidé celui-ci sera « coincé » et pourra mieux être radié dès qu'il aura refusé 2 emplois. Encore un moyen d'imposer aux chômeurs de bas salaires, de mauvaises conditions de travail.

• Conformément à la revendication patronale exprimée par la présidente du Medef, Parisot, Sarkozy veut ouvrir la possibilité d'une « séparation amiable » entre patron et salarié, ce qui signifie pour un patron pouvoir licencier plus facilement, sans être tenu par un dispositif légal.

Autre sujet de conflit entre patrons et salariés : l'ouverture des magasins le dimanche. Sarkozy y est favorable, conformément à ce que veulent les patrons de supermarchés. Il ajoute que cela se fera sur la base du volontariat, mais ceux qui travaillent dans ces grandes surfaces savent bien quelles pressions pèsent sur eux, surtout quant ils sont en CDD ou nouvellement embauchés, mais pas seulement.

En ce qui concerne la fonction publique, le chiffre d'un départ à la retraite sur trois non remplacé en 2008 a été confirmé, ce qui entraînera 22 700 suppressions de postes. Que les usagers se débrouillent avec les services publics surchargés donc inefficaces, que les travailleurs des Postes, des hôpitaux, de l'éducation et autres soient écrasés par la charge de

travail, cela n'affectera en aucun cas les amis de Sarkozy, qui ont un autre standard de vie.

Quant aux cadeaux aux patrons, la manne va continuer à tomber, et comme on ne sait plus quoi offrir à ceux qui ont déjà tout, on en rajoute à ce qui existait déjà : de nouveaux allègements des charges fiscales et sociales, pourquoi pas ? Après le plafonnement de l'impôt à 50% des revenus et l'allègement de l'impôt sur la fortune, Sarkozy entend « aller beaucoup plus loin dans la remise en cause de nos prélèvements sociaux, de la réforme fiscale ». Il promet d'aller beaucoup plus loin dans l'allègement de la taxation du travail. « Si on taxe trop le travail, il se délocalise, si on taxe trop le capital, il s'en va » dit-il. Bien sûr, comme toujours, la couverture de ces cadeaux aux patrons est de prétendre qu'ils vont favoriser l'emploi. Mais comme on l'a vu depuis des décennies, le fait que les patrons empochent les subventions ou ne versent pas les charges fiscales et sociales n'a jamais fait diminuer le chômage, ni augmenter le niveau de vie des travailleurs.

Sarkozy s'est également insurgé contre la pénalisation du droit des affaires et s'est opposé à la prise en compte des dénonciations anonymes dans les délits fiscaux. Mesures qui devraient permettre à certains d'avoir les mains (baladeuses) encore plus libres, diront les mal-pensants.

Tout cela se résume dans son appel à la nation à « être rassemblée derrière les entreprises ». Tous derrière et les patrons devant ! Voilà ce que pourrait être le mot d'ordre du nouveau président. Mais les travailleurs ne l'entendront peut être pas de cette oreille.

Martinique

Après le cyclone, dans les bananeraies, des conditions de travail aggravées.

Depuis le 20 août sur les exploitations bananières, moins de la moitié des ouvriers ont été embauchés. Ils s'occupent de la remise en état des plantations. Et ils ont du travail jusqu'au 15 septembre dans la plupart des cas. Les patrons en ont profité pour imposer des horaires de 6h à 14h30 aux champs et pour leur faire réaliser en une semaine des travaux qui en nécessitent normalement trois. Pour ce faire, les commandeurs ont déployé beaucoup de zèle et de pression. Les ouvriers non informés se sont laissés faire. Beaucoup de femmes ont été écartées de l'embauche car ces travaux sont particulièrement

pénibles. On peut noter cependant que sur certaines exploitations les ouvriers agricoles ont su reprendre le travail en imposant des conditions de travail habituelles et pour la totalité des salariés.

Les ouvriers non embauchés ont été mis en congés payés. Les planteurs utilisent aussi les congés de 2008 pour mettre le maximum de salariés au chômage. Les salariés en inaptitude ont été mis en chômage partiel dès le 20 août.

Tout cela est la mise en œuvre de la politique du groupement Banamart. Dans de nombreux cas, même sur les plantations où il existe des délégués

du personnel il n'y a eu aucune information, aucune concertation. Les travailleurs n'ont aucune indication sur leurs conditions de travail actuelles et sur leur avenir. D'ici la première semaine de septembre des salariés en chômage ont décidé de se représenter à l'embauche, pour connaître les intentions véritables des patrons et défendre leurs droits. D'autres salariés et les syndicats de la Banane ont rencontré les planteurs ainsi que le ministre de l'agriculture, pour leur dire qu'ils souhaitaient par-dessus tout que des mesures soient prises pour garantir les salaires et les emplois actuels.

Après leur rencontre avec Barnier, salariés et syndicats sont méfiants

Le samedi 1er septembre a eu lieu une rencontre entre le ministre de l'agriculture Lucien Barnier, les salariés et les syndicats. Les travailleurs tenaient à faire connaître leurs inquiétudes sur l'avenir. En effet leur salaire n'est pas assuré par le chômage partiel, ni leur retour à l'emploi.

Le ministre n'a pu leur garantir ni l'un ni l'autre. Le chômage partiel sera prolongé au-delà des délais légaux. Mais c'est une mesure qui n'est pas satisfaisante. Ils subissent une perte de salaire sur une longue période et ne sont pas sûrs de retrouver leur emploi. Le directeur du travail assure que les salaires seront garantis car il y a un accord national étendu qui vient d'être

signé et qui aligne l'allocation sur le taux du SMIC. Il propose une réunion début septembre pour exposer le nouveau dispositif. Aucune mesure de reconversion n'a été prévue alors que le «FAFSEA», le fonds pour la formation dans l'agriculture, a déjà mobilisé 12 millions d'euros et pourrait faire plus pour des formations après l'annonce des dégâts causés par Dean. Il semble que ce soit le groupement Banamart qui s'oppose à l'utilisation de ces fonds pour la reconversion des salariés.

En tout cas, les salariés n'ont pas dit leur dernier mot et restent vigilants. Des réunions ont commencé à se tenir ça et là pour faire le point et se préparer à faire face à la situation.

Silence radio sur les méfaits de Dean en Caraïbe

Entre le 17 et le 23 août, le cyclone Dean s'est abattu sur la Caraïbe, provoquant des dégâts considérables.

Environ 50 000 personnes ont été victimes de l'ouragan à Belize, à la Jamaïque, à Sainte-Lucie, à la Dominique et en Haïti. Ce sont des centaines de familles qui se retrouvent sinistrées, privées d'eau potable, de nourriture et de produits de première nécessité. Les inondations et les vents en sont la cause : des maisons et des plantations d'arbres à pain, de mangues, de pamplemousses, de bananes et d'avocats ont été saccagées.

Mais sur les dégâts considérables subis par nos voisins,

silence radio, silence télé. Les médias de Guadeloupe ont été parfaitement muets. Par contre on a toujours droit au moindre petit fait divers parfois insignifiant. Les poignées d'amour de Sarkozy en vacances seraient-elles plus importantes que la situation économique et sociale des îles voisines, même de la Dominique, plus proche pourtant de la Guadeloupe que la Martinique ?

Il est inadmissible que les médias de la Guadeloupe, archipel faisant partie intégrante de la Caraïbe, n'aient diffusé aucun reportage relatant la situation de nos voisins, après le passage de Dean.

Après le passage de Dean

Le bilan officiel des victimes de l'ouragan Dean en Haïti est de 9 morts, un disparu et 25 blessés. La protection civile a fait état de plus de 4000 familles sinistrées, plus de 1000 maisons détruites et plus de 3000 maisons endommagées, dans les départements du Sud, du Sud-est, de la Grande-Anse, des Nippes et de l'Ouest.

Une quarantaine d'écoles ont été également endommagées. Dans ces départements, des jardins (maraîchers) ont été ravagés et

plus de 800 personnes hébergées. Le responsable de la protection civile attend le décaissement des fonds promis par le gouvernement afin d'intensifier l'assistance aux sinistrés.

A ces dégâts s'ajoutent les atteintes journalières liées au chômage, aux bas salaires, aux logements insalubres. La rentrée scolaire est prévue pour le 10 septembre et les parents n'ont pas d'argent pour acheter le matériel nécessaire ou payer «l'écologie».

Brèves... Brèves...

CHAT ÉCHAUDÉ...

On se souvient qu'après le cyclone Hugo, une série d'aigrefins, chenapans véreux, ont cherché à s'enrichir dans le cadre de la reconstruction, avec des montages douteux et des livraisons incomplètes. Certains ont été traduits en justice. D'autres ont pris la fuite. Certains politiciens ont été complices de ces malversations ! Alors, attention en Martinique !

Vigilance et maximum de contrôle de la population ne seront pas de trop !

QUE LEUR FAUT IL ENCORE SAVOIR ?

« L'état de catastrophe naturelle », qui conditionne la couverture de certains dommages,

tarde à être déclaré. Il le sera le 20 septembre en commission interministérielle ! Cette commission se base pour cela sur « l'intensité anormale du phénomène en fonction de données recueillies sur le terrain ». Attendre encore ! Les centaines de sans-abri, les milliers de maisons endommagées en Martinique et les dégâts aussi en Guadeloupe ne leur suffisent pas.

COURAGE, FILLON !

Et pourtant Fillon est, selon ses dires, venu aux Antilles pour aller vite et faire en sorte que tout aille vite. Mais il leur faut un mois et demi pour déclarer l'état de catastrophe naturelle... ou pas ! Pourquoi est-il venu, alors ?

Lorsque les premiers chiffres évaluant les dégâts occasionnés par l'ouragan Dean ont été publiés, les journalistes se sont fait l'écho des préoccupations des gouvernants. Qui va payer, mais aussi où sera envoyé tout cet argent nécessaire ?

Le gouvernement français a bien vite trouvé la réponse.

Quels sont les chiffres ?

Après le passage de ses experts, l'évaluation actuelle des dégâts sur la Guadeloupe et la Martinique s'élève à 500 millions d'euros.

Qui va payer ?

D'après les communications faites à l'issue de la réunion interministérielle du 29 août présidée par Sarkozy et à laquelle étaient conviés les élus des deux îles, les assurances devraient rembourser les biens assurés à hauteur de 185 millions d'euros après la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle des communes. Pour la Banane le gros de l'indemnisation devrait se faire par le biais du Fonds de Solidarité de l'Union Européenne, spécifique aux catastrophes.

Des aides pour qui ?

Les organisations patronales ont bien vite annoncé les chiffres de leurs pertes et mis en place les procédures «ad hoc» pour recueillir les indemnisations nécessaires au redémarrage de leurs productions. D'abord celles du secteur bananier. Dès le lendemain, les dirigeants des groupements bananiers réunissaient leurs adhérents et rendaient publics leurs chiffres. Pour faire plus vrai, ils emmenaient les ministres en visite sur leurs terres. Et moins d'une semaine après le passage de Dean, Estrosi, le secrétaire d'état à l'Outre-Mer leur annonçait une aide de 115 millions d'euros. Les autres professionnels, ceux de la pêche, de l'agro-alimentaire ou du tourisme faisaient valoir également l'importance de leurs pertes.

Sarkozy a affirmé que la relance économique des Antilles était au cœur de ses préoccupations. Bon.

En dépêchant ses ministres, Estrosi le secrétaire

Le prix du pain a augmenté ou va l'être. Là, ce ne serait pas la faute de Dean, mais d'une pénurie de blé. Les prix des produits fabriqués à partir du blé et qui constituent souvent la nourriture de base, telles les pâtes, devraient suivre le même mouvement.

Banane, produits

Des milliers de Jamaïcains ont eu leur logement détruit. Il y a bien des chèques d'aide aux sinistrés, mais c'est le dénuement pour beaucoup. C'est ainsi que plusieurs centaines de personnes ont décidé d'occuper 75 logements. Ces maisons avaient été construites par le gouvernement

une répartition bien inégale des aides

d'Etat à l'Outre-Mer, puis Fillon, le premier ministre et enfin Barnier, le ministre de l'agriculture, il a voulu montrer sa réactivité mais surtout marquer le terrain politique. Les ministres étaient chargés de se faire une première idée des dégâts et d'annoncer des premières mesures. Ils ont annoncé que «des délais de paiement supplémentaires seront accordés aux entreprises pour les impôts et cotisations sociales», que «l'Agence française du développement (AFD) sera mobilisée et proposera des crédits de trésorerie aux entreprises et des prêts bonifiés en direction des collectivités territoriales» ou que «le tourisme sera relancé par la création d'une cellule de communication et la mise en place d'offres promotionnelles».

En définitive, même si le cyclone est un coup dur, tous ces gens là, les possédants, ceux qui ont accumulé des biens et du profit, arriveront à s'en sortir. Ils peuvent plus facilement être aidés par les «experts» en tout genre. Pour le gouvernement, « faire redémarrer l'économie », c'est permettre aux patrons de recommencer, de faire des profits et de distribuer quelques miettes aux salariés et à la majorité de la population pauvre. Ils sauront le faire, et, comme ils le disent «rebondir».

Et la population laborieuse ?

Qu'en est-il des biens non assurés des particuliers et des plus petites entreprises, souvent des petits artisans ou commerçants ? Il est dit qu'ils devraient être indemnisés, sous certaines conditions, par un Fonds de secours de l'Etat, sur la base des déclarations remises en mairies par les sinistrés et relayées par le préfet de région dans un délai de 3 à 5 mois.

Qu'est ce qui lui sera remboursé ?

Pour les plus démunis, qui sont nombreux, quelques matelas, quelques feuilles de tôles, un peu d'électroménager ! Et encore ! Comme le disaient certaines personnes, « on nous demande de passer à la mairie en amenant des factures, des photos et je ne sais quoi comme éléments de preuve, mais on a tout perdu, ou tout a été

mouillé » !

Pour ces gens-là, les petites gens et spécialement pour ceux qui avaient tout perdu, le gouvernement a débloqué, la semaine suivant le cyclone, une aide exceptionnelle de 300 euros par personne et 80 euros par personne supplémentaire à charge, soit 75 000 euros. Pour cela il a fallu réunir, les présidents des collectivités, les maires, les députés, les sénateurs, pour bien déterminer qui, dans chaque commune, était suffisamment nécessiteux pour pouvoir bénéficier de telles largesses. Aujourd'hui cette aide d'extrême urgence aurait été réajustée et l'on parle de 225 000 euros. A voir.

Quant aux salariés, ils sont nombreux à être particulièrement mis à l'épreuve en cette période. D'abord ceux des habitations de banane ou de canne et tous les autres qui seront mis au chômage technique, ou au chômage partiel, ou qui perdront carrément leur emploi, en recevant une indemnisation de 60 à 70% de leur salaire de misère, ou rien du tout.

Autant dire que ce sont les mêmes, les plus gros, les plus forts, les plus exploités aussi qui sont prêts à recevoir les plus grosses aides pour faire redémarrer l'économie de la Martinique et de leurs portefeuilles.

Ce n'est pas en se payant de mots, comme l'ont fait certains élus, sur les secours, la solidarité aux Martiniquais, que cela change grand-chose à cette façon de répartir les aides.

Pour contrôler l'aide, les secours ou la solidarité, les travailleurs salariés ou non, dans les quartiers, dans leurs habitations auraient intérêt à le faire eux-mêmes. Il en est de même pour les « aides à l'amélioration de l'habitat précaire» promises. En s'organisant par exemple dans des comités de suivi et de surveillance populaires, ils pourraient, de façon collective sans avoir à s'en remettre complètement aux maires ou au préfet, recenser les besoins des leurs, et veiller à ce qu'aucun d'entre eux ne sorte appauvri et avec des difficultés supplémentaires de cette triste période.

Dean : flambée des prix attendue

maraîchers et vivriers, pêche, etc. : tous ces secteurs sont également «sinistrés». Et on entend déjà parler de hausses inéluctables des prix. Un peu comme si on voulait préparer la population, alors que ses sources de revenus sont touchées.

Dean est parti, mais c'est à un autre type de difficultés que la population va devoir faire face.

Après Dean, des sans-abri occupent des logements inachevés

vénézuélien dans la zone de Sainte Catherine pour les victimes de l'ouragan Ivan. Mais le gouvernement jamaïcain, n'a pas installé de routes d'accès à ces logements, ni d'eau, ni d'électricité. Rien n'est prévu pour terminer ces logements.

Cependant le député du

Ouragan Dean : graves dégâts à la Dominique

La Dominique, entre la Martinique et la Guadeloupe, a gravement souffert du passage de l'ouragan Dean. Elle a perdu 100% de sa récolte bananière. D'autres cultures sont aussi détruites par la violence des eaux, beaucoup de ravines ayant débordé.

Particulièrement au sud de l'île, des toits ont été arrachés, des arbres et des poteaux électriques sont tombés, bloquant les routes et supprimant

l'électricité à des centaines de personnes. Le téléphone a été coupé, mettant certaines zones (Soufrière) dans l'isolement total. Ailleurs (Bagatelle, Fonds Saint Jean), la mer a envahi. Des pêcheurs ont tout perdu. A Campbell, avec la destruction de leur maison dans un éboulement, deux personnes sont mortes. A Salisbury, l'école primaire, assez importante, a perdu son toit et beaucoup de matériels.

Les plus gros planteurs s'organisent pour obtenir des aides des organismes des îles sous le vent, du CARICOM et des Nations Unies. Signalons que les pertes de la banane sont de 80% à Sainte Lucie et de 10% à St Vincent. Les gros planteurs se disent rassurés par les promesses du gouvernement. Qu'en sera-t-il des petits planteurs et des ouvriers agricoles ? Qu'en sera-t-il des plus démunis, pas aussi bien organisés ?

CERCLE LENINE TROTSKY

Le prochain exposé du cercle « **Lénine-Trotsky** » aura lieu

le jeudi 27 septembre 2007 à 18h30

au Centre culturel Rémy-Nainsouta à Pointe à Pitre.

Thème :

“ Les élections municipales, les intérêts des travailleurs et ceux de l’ensemble de la population laborieuse. ”

Salaires agricoles et syndicats rencontent les patrons du groupement Banamart

Dans cette réunion, le président de l'union des groupements Eric De Lucy n'avait comme seule proposition que celle de mettre les ouvriers en chômage partiel pour attendre les premières récoltes. Mais de quoi s'agit-il ? Dans un premier temps, l'entreprise paye 140h à chaque salarié au taux de 6 euros l'heure, alors que le taux horaire dans la banane pour le coefficient est de 8,29 euros. Ensuite avec la suspension totale d'activité les Assedic versent une allocation d'aide au retour à l'emploi pour une durée de 6 mois maximum.

Le groupement prévoit le chômage partiel et total en deux

temps : d'abord mi-septembre 2007 à février 2008 pour 2800 ouvriers, les autres faisant des travaux d'entretien avec l'apparition des premières récoltes. Ensuite mi-juin 2008 à février, mars 2009 pour les 1 700 ouvriers restants.

La production de 2007 était estimée à 85 000 tonnes pour la Martinique et la Guadeloupe, les prévisions pour 2008 de 125 000 tonnes pour les deux îles, et 187 000 tonnes pour 2009, selon Frédéric De Reynal président de Banamart. Tout semble être très facile et parfait pour les patrons.

Voilà un ouvrier intéressé de connaître le montant qui lui sera versé pendant ce chômage. «700 euros» répond F. De Reynal.

Là, l'ensemble des ouvriers réagit bruyamment. Il n'est pas question d'accepter une perte de salaire aussi importante d'autant que certains ont subi des dégâts avec le cyclone Dean, il y a la rentrée et puis l'ensemble des dépenses quotidiennes des mois à venir.

C'est ainsi que les ouvriers demandent aux patrons d'être présents à la réunion qu'ils doivent avoir avec le ministre de l'agriculture. Mais les patrons vont obtenir pour les ouvriers une réunion séparée avec le ministre. Bien entendu, ils ne veulent pas que soient connus toutes leurs tractations et les millions qui leur seront octroyés.

Guadeloupe Crédit Agricole : répression intolérable contre un délégué syndical de l'UGTG

La direction du Crédit Agricole a entamé une procédure de licenciement à l'encontre du délégué syndical de l'UGTG, Elie Varieux. Il lui est reproché d'avoir proféré des menaces à des administrateurs lors d'un Conseil d'Administration du Crédit Agricole. Elie Varieux est représentant du Comité d'Entreprise au Conseil d'Administration et participe à ce titre aux réunions. La direction parle à son sujet de «faute professionnelle». Mais en réalité, il n'y en a aucune. En fait, ce sont ses activités en tant que syndicaliste, ses propos ou son ton, qui sont les véritables raisons de cette répression.

Pour le moment, l'UGTG organise des actions de solidarité avec le délégué dans différentes

agences de la banque. Les représentants du Conseil d'Administration et la direction de l'entreprise ont dénoncé les méthodes de l'UGTG dans les médias. Ils sont furieux car l'UGTG a mis au grand jour des scandales qui concerneraient certains cadres ayant détourné des fonds. La direction estime que ces affaires étant en instruction ne doivent pas être dévoilées au grand jour. Mais ce que le syndicat voulait dire c'est qu'il y a deux poids et deux mesures. D'un côté certains cadres qui détourneraient des fonds sans être licenciés et d'un autre côté leur délégué qui n'a commis aucune faute professionnelle.

La direction n'a cessé de répéter qu'il n'y a pas de grève au Crédit Agricole et que les propos de l'UGTG nuisent à la renommée de

la Banque. L'UGTG n'a pas l'intention de baisser les bras et défend son camarade par différentes actions dans certaines agences.

Le soutien à Elie Varieux de la part des autres syndicats ainsi que de l'ensemble des travailleurs paraît aller de soi. Ce n'est pas toujours le cas pour le moment. Mais il serait inconcevable que ce soutien ne se manifeste pas et ne s'élargisse pas. Plusieurs syndiqués de la CGTG nous ont déjà fait savoir qu'ils soutiendraient cet employé. Quant aux militants de Combat Ouvrier, ils affirment leur totale solidarité avec le délégué syndical réprimé et sont prêts à s'associer à toute action unitaire de l'UGTG qui sera menée en ce sens.

Que faire des appareils ménagers hors d'usage ?

Lorsqu'un appareil ménager tombe en panne, quelle est la solution à adopter ? Plusieurs municipalités ne les ramassent plus car il n'y a pas d'endroit où les stocker. Les décharges légales ne les acceptent plus. Certains optent pour les

décharges sauvages au bord des routes, ce qui est dangereux (prolifération des rats et des moustiques, risque de blessures etc.) et très désagréable pour le voisinage. Le même problème se pose pour les carcasses de voitures qui restent au bord de la

route pendant des mois, favorisant les accumulations de déchets de toutes sortes. Il est grand temps que les pouvoirs publics apportent une solution à ce problème en mettant en place un système de recyclage fonctionnel.

Kenneth Foster : gracié 6 heures avant son exécution au Texas

Six heures avant son exécution par injection létale, Kenneth Foster, un noir âgé de 30 ans, a bénéficié de la grâce du gouverneur républicain du Texas : Rick Perry. Celui-ci a commué la peine de mort en réclusion à perpétuité. Mais Kenneth pourra bénéficier d'une libération du fait que la perpétuité n'existe au Texas que depuis 2005. Il avait été condamné à mort depuis 10 ans pour avoir conduit une voiture aux côtés d'un autre homme qui aurait commis un assassinat. Ce dernier a déjà été exécuté. Kenneth Foster, lui, n'a tué personne. Cependant, c'est grâce à la mobilisation qui s'est faite autour de son affaire qu'il a échappé à la mort. Ce qui est

scandaleux et révoltant dans cette affaire ce n'est pas seulement le fait qu'il ait été condamné à mort. C'est aussi qu'il soit resté 10 ans en attente de la mort et gracié seulement 6 heures avant. On imagine la douleur, la torture morale, subies par ces hommes.

Les couloirs de la mort sont remplis de condamnés dont beaucoup clament leur innocence, tel Mumia Abu Jamal incarcéré depuis 25 ans. Il y a aussi de nombreux prisonniers politiques condamnés à perpétuité tel Léonard Peltier un militant de la cause indienne qui se bat pour défendre les terres des tribus Sioux.

Kenneth Foster est l'un

des très nombreux condamnés à mort dans l'Etat du Texas. Dans cet Etat qui bat le record des exécutions aux Etats Unis, 403 condamnés ont été exécutés au cours des 20 dernières années. L'actuel président, George Bush, a été gouverneur de cet Etat. Ce gouverneur a gracié Kenneth sous la pression des partisans de l'abolition de la peine de mort, mais aussi sous la pression de nombreux partisans de la peine de mort estimant que dans le cas de Kenneth il y avait une injustice vraiment inacceptable. Il n'empêche que ce gouverneur a à son actif 163 refus de grâce suivis d'exécutions, dix de plus que son prédécesseur.

Incendies en Europe du Sud : qui sont les responsables ?

Durant les mois de juin, juillet et août, de gigantesques incendies ont ravagé les forêts de l'Europe du sud, particulièrement en Grèce. Il y a eu plusieurs dizaines de morts, des blessés, des villages entiers ont été détruits par le feu. Ces incendies ont des causes diverses : il peuvent être accidentels, du fait de la sécheresse, mais ils sont aussi souvent de nature criminelle.

Plusieurs incendiaires ont d'ailleurs été arrêtés, pris en flagrant délit. Parmi eux, il y a très certainement des malades mentaux, des pyromanes, qui allument des feux par plaisir morbide. Mais il est possible qu'il y ait aussi des personnes payées par de grands promoteurs immobiliers.

Si c'est le cas, c'est que ces promoteurs s'attendent à ce que le gouvernement donne les

autorisations nécessaires pour les constructions sur les zones ravagées par les incendies, ou tout au moins qu'il ne soit pas trop regardant. Cela pourrait expliquer que peu de publicité soit faite autour des arrestations et de leurs suites judiciaires. Mais cela ne serait pas étonnant, dans un système où la vie n'a pas de valeur quand des profits sont en jeu.

Diversification des cultures : sur les terres de qui ?

Après le passage de Dean, certains élus et aussi des écrivains émettent un certain nombre de propositions. Notamment S.Letchimy le député-maire PPM de Fort de France ou A.Marie-Jeanne, le président du Conseil Régional et aussi les écrivains Chamoiseau et Glissant dans un texte intitulé «Renaître aprézan». Ils mettent l'accent sur le fait qu'il faudrait utiliser les aides et subventions pour mettre en place une économie moins dépendante de l'importation et des subventions du gouvernement français et de l'Europe. Ce sont certes de bonnes idées !

Mais le problème c'est qu'en Martinique la majorité des terres n'appartient pas à ceux qui la travaillent, les petits producteurs, les milliers d'ouvriers agricoles. Elle appartient à des gens qui préfèrent spéculer et ne sont pas soucieux de produire des denrées pour nourrir la population. La grande majorité des terres agricoles est dans les mains d'une poignée de possédants, des gros békés pour la plupart. Et, jusqu'à présent, ce sont eux qui décident de ce qui sera planté massivement sur leurs terres et qui pourra leur rapporter le plus

d'argent, y compris sous forme de subventions. Il y a 30 ans, ils plantaient de la canne à sucre. Puis, ils ont planté de la banane qui elle aussi a été subventionnée. Ce sont les mêmes qui décident de ce qu'ils font de la terre, si elle reste en friche, si elle est allotie ou s'ils investissent les profits qu'ils en tirent dans les magasins à grandes surfaces ou autre secteur porteur (d'argent).

Régler ce problème suppose des bouleversements politiques et sociaux importants avec la participation active de la population et sa mobilisation. Cela, nos politiciens et écrivains ne l'envisagent pas. Ils ne sont même pas plus audacieux que le ministre de la pêche et de l'agriculture Barnier, en séjour récent aux Antilles, qui vient de faire les mêmes déclarations sur la nécessité de la diversification et de l'autosuffisance.

Pour un réel changement dans l'agriculture, pour que la population et les petits producteurs puissent vivre des produits de la terre, ces derniers ainsi que les ouvriers agricoles auront à poser nécessairement le problème de la répartition des terres.

Menaces de grève à la cantine scolaire de Pointe-à-Pitre

Un bras de fer est entamé entre la section UTC-UGTG de Pointe-à-Pitre et le maire à propos d'un projet de privatisation de la cantine scolaire. Le maire veut, dès la rentrée scolaire, donner au secteur privé la gestion de la cantine. Le syndicat proteste et estime que ce projet s'est fait sans aucune concertation. Il s'inquiète du devenir du personnel de la Caisse des Ecoles qui risque d'être reclassé dans d'autres services de la mairie sans aucun lien avec la qualification du

personnel. Beaucoup de mairies préfèrent confier la gestion de la cantine au secteur privé car la Caisse des Ecoles est souvent déficitaire. Il en est de même pour la voirie. Le maire de Pointe-à-Pitre a déclaré sur les ondes que tout s'est fait correctement et que les dirigeants de l'UGTG à la Caisse des Ecoles ne défendent que leur carrière personnelle.

Mais l'UGTG a affirmé son intention de réagir par des mouvements de grève et entend mobiliser le personnel communal sur ce problème.

Sainte-Rose Porcherie Lurel : après la mobilisation des riverains de Conodor

Depuis plusieurs années, les habitants de Conodor (Sainte-Rose), sont incommodés quotidiennement par les odeurs nauséabondes de la porcherie de M. Guy Lurel, installée en face de la section. Plusieurs actions ont déjà été menées pour que le propriétaire de cette porcherie se mette aux normes. Des poules et des cochons sont élevés et abattus sur les lieux. Des carcasses d'animaux pourrissent sur place. Suite à une première action de colère menée en 2003, une rencontre avait eu lieu en mairie le 23 octobre 2003, avec le maire Richard Yacou et le comité des riverains. Le maire avait pris des engagements pour contacter les organismes sociaux et sanitaires concernés. M. Lurel a pu acquérir de la SAFER un terrain à Débauchée pour transférer sa porcherie. Mais jusqu'ici il n'a pas déménagé et sa porcherie continue d'empoisonner la vie des habitants de Conodor. Certains habitants de la Boucan et du lotissement Pérélus, quelques kilomètres plus loin, sont également incommodés. Les automobilistes qui passent quotidiennement devant la porcherie sentent ces odeurs nauséabondes.

M. Lurel a toujours eu une attitude arrogante dans cette affaire en traitant les habitants de Conodor de «squatters sans titre» et déclare qu'il était déjà installé sur ses terres avant l'occupation, ce qui est faux.

Les habitants de Conodor ont décidé d'exprimer de nouveau leur colère. Ils se sont mobilisés au mois de juillet en bloquant l'accès à Conodor ainsi que la nationale à l'entrée de la porcherie. Après intervention des forces de l'ordre, Lurel s'est engagé à discuter avec les occupants en présence du maire. Une délégation a été reçue en mairie. Le maire s'est de nouveau engagé à interpeller les services sanitaires. Des mesures seront prises pour déclasser le terrain agricole de M. Lurel en terre constructible. Selon ce dernier, seule cette démarche peut le décider à supprimer définitivement la porcherie à Conodor. Lurel s'est engagé, en attendant, à respecter les normes sanitaires. Les occupants ont effectué des contrôles et ont pu constater que des mesures d'hygiène avaient été respectées. Les odeurs ont diminué de 50%. Les riverains demeurent vigilants !

La crise boursière ou la débilité du système capitaliste

A la fin du mois dernier, les cours des bourses du monde entier s'effondraient, provoquant de si grandes inquiétudes dans le secteur économique que les banques centrales durent intervenir et injecter des fonds colossaux dans le circuit pour juguler la crise ou du moins l'enrayer.

L'origine de cette nouvelle crise du système capitaliste remonte à une arnaque opérée sur des travailleurs américains, principalement de la Californie qui connaissait un boom immobilier avec la construction de cités champignons.

Des ménages aux revenus modestes ont pu devenir propriétaires après avoir obtenu des prêts hypothécaires à taux variable (subprime).

Cette «subprime» est en fait un prêt scandaleux où les taux d'intérêts ne sont pas stables, et peuvent augmenter à tout moment. Cette subprime est une escroquerie qui fait de l'acquéreur une victime de prêteurs prédateurs.

Des milliers de petits propriétaires trop endettés pour rembourser les échéances de leurs crédits se retrouvèrent donc soumis à des procédures de saisie : 1,1 million de procédures de saisie de logement aux USA en un semestre !

Cette crise du crédit qui affecte évidemment en priorité les classes défavorisées provoqua

la chute des valeurs immobilières, mais aussi la faillite de nombreux établissements de crédit hypothécaire.

Mais la crise n'a pas touché que les spécialistes de la «subprime», beaucoup de banques américaines mais aussi étrangères avaient des participations dans le capital de ces sociétés et se trouvaient du même coup prises dans l'engrenage.

Les banques centrales des grands pays sont aussitôt accourues à la rescousse de ces gros banquiers en injectant des sommes énormes pour enrayer les faillites.

Les rapaces capitalistes ont donc encore une fois provoqué une crise, mettant en jeu l'avenir du monde entier et ce sont les Etats par l'intermédiaire des banques centrales qui payent. Parler d'Etats, c'est dire que se sont les contribuables, les classes populaires, qui payeront la note.

A noter que la Banque de France devra donner 15% des 180 milliards de la Banque Centrale Européenne, soit environ 30 milliards d'euros : c'est deux fois plus que le déficit de la Sécurité Sociale, qu'on qualifie d'«abyssal».

On le voit, une fois encore, les financiers n'ont aucune difficulté à obtenir que les fonds publics servent à les secourir, tandis que pour les travailleurs c'est toujours et encore plus de restrictions.

JAMAÏQUE Elections générales sur fond de misère et de violence

Le 3 septembre, 1 300 000 Jamaïcains, pour une population de 2 800 000 personnes sont invités à élire 60 députés. Le parti gagnant formera le gouvernement. En face du PNP, People's National Party (parti national du peuple) au pouvoir depuis 1989, le JLP, Jamaican Labour Party (parti travailliste). Ces partis en constante opposition ont utilisé la violence pendant des années : de véritables gangs armés, à leur solde, les «gunmen», ont tué à chaque élection. En 1980, près de 900 personnes sont mortes de violences électorales.

Cette année, l'ouragan Dean a fait des sans abris par milliers et de gros dégâts : destruction de plantations de banane, de bâtiments publics. Le 1er

ministre, leader du PNP a reporté alors les élections. Le JLP lui a reproché d'avoir communiqué la date tardivement. Puis deux sondages différents ont donné le JLP gagnant. Ces enjeux électoraux et la misère accrue par l'ouragan font un mélange explosif. Quatre personnes ont été tuées : le chauffeur d'un candidat JLP, deux hommes dont un policier, la nuit dans un bar appartenant à un membre connu du JLP et une quatrième personne proche du JLP. Les deux partis se renvoient la balle. Mais des commandos de «gunmen» ont été vus.

L'actuel premier ministre est une femme - pour la première fois en Jamaïque - Portia Simpson Miller. C'est sa première élection en tant que

leader du PNP. Elle remplace en effet depuis 2006 l'ancien premier ministre P.J. Patterson. Son parti se targue d'avoir amélioré les conditions de vie des Jamaïcains.

Son concurrent est Bruce Golding le leader du JLP qui promet de mettre fin au crime et à la corruption.

PNP et JLP depuis des années se contentent de promesses. Mais la misère, les immenses ghettos montrent que rien n'a changé pour les masses pauvres. Quant à la violence, elle est permanente et celle qui est organisée par les gangs à la solde des deux partis en période électorale ne fait qu'entretenir la violence quotidienne de bandits armés qui à longueur d'année sèment la terreur dans l'île.

Suzie Anduse-Dahomay



Le décès de Suzie Anduse-Dahomay a causé un grand émoi en Guadeloupe. Cette militante du mouvement nationaliste guadeloupéen était en effet très connue de par ses activités politiques, syndicales et associatives. Elle faisait partie de cette génération de jeunes éveillée à la vie politique et aux idées nationalistes dans les années 60, marquée par l'oppression coloniale et les

tueries de Mai 67. Elle milita ensuite à Bordeaux dans le cadre de l'association générale des étudiants guadeloupéens, l'AGEG. Puis à son retour avec son mari Rolland Anduse et bien d'autres elle milita activement dans les syndicats UTA et UGTG et aussi à l'UPLG (Union Populaire pour la libération de la Guadeloupe). Elle poursuivit son combat militant ensuite principalement à l'UGTG. C'est d'ailleurs au cours d'un exposé à ses camarades qu'elle fut surprise par l'hémorragie cérébrale qui devait l'emporter quelques semaines plus tard. Elle est décédée à Paris le 12 juillet 2007. Assistante sociale elle contribua à aider de nombreuses familles et de nombreux jeunes

en difficulté.

Des centaines de personnes sont venues lui rendre un dernier hommage, chez elle, à Morne à l'eau puis le lendemain au crématorium de Blanchet où ses camarades de l'UGTG organisèrent un cortège émouvant. Elle était membre de la famille Dahomay, sœur de notre camarade Lita. Nous avions une vision politique différente et dans le passé de très vifs échanges nous ont opposés à Suzie comme il est courant entre militants de courants opposés et convaincus de la justesse de leurs idées. Mais il n'en existait pas moins un respect mutuel pour l'action réciproque que nous menions chacun parmi les travailleurs en dehors même des liens personnels et familiaux qui existaient entre elle et plusieurs de nos camarades.

Il y a 50 ans, la création du «Parti Communiste Martiniquais».

Il y a 50 ans, Le 21 septembre 1957 la fédération de la Martinique du parti communiste français devenait le Parti Communiste Martiniquais. Un des principaux fondateurs était Léopold Bissol. Ce changement de nom et pas vraiment de politique correspondait cependant à un léger recentrage. En effet la période de décolonisation mondiale et l'émergence des idées autonomistes ou indépendantistes dans une fraction de la jeunesse avaient conduit la fédération à affirmer une certaine autonomie par rapport au parti communiste français avec l'accord de ce dernier. Ce fut le cas aussi pour la fédération communiste de la Guadeloupe. Mais le changement s'arrêtait là.

Pourtant pendant longtemps les communistes de Martinique ont cristallisé autour d'eux les espoirs de milliers de travailleurs qui se battaient contre l'exploitation du patronat et les méfaits du colonialisme.

Le « groupe Jean Jaurès » dans le bain des luttes ouvrières

Les travailleurs ont mené des luttes nombreuses, mémorables, depuis le début du vingtième siècle. En 1901 les ouvriers des champs de cannes, comme ceux des usines sucrières ou ceux de la ville, exploités par les békés ou la bourgeoisie furent sensibles aux idées socialistes développées par Lagrosillière (Lagro) et le Parti Socialiste Martiniquais. Et ce, jusqu'en 1919 où Lagrosillière trahit les travailleurs en signant un pacte électoral avec le béké Fernand Clerc, l'un des hommes les plus riches en Martinique.

Un groupe de militants refusa de cautionner cette trahison et, le 19 décembre 1919, il fonda le « groupe Jean Jaurès ». Jules Monnerot, Léopold Bissol, J. Del, Juvénal Linval puis André Alikier se réclamaient de la révolution Russe de 1917 et défendaient la lutte des prolétaires dans leur journal Justice qui sera la vitrine du mouvement communiste en Martinique.

Ce groupe organisa les travailleurs des villes et des

campagnes, dénonçant l'exploitation des békés qui étaient protégés par les gouverneurs coloniaux et la loi française. Pour preuve, l'assassinat d'André Alikier le 12 janvier 1934 commandité par le béké Aubéry dont il avait dénoncé les vols à l'usine du Lareinty.

Durant les années 1930, les manifestations de la classe ouvrière se multiplièrent comme partout dans le monde. La marche de la faim de février 1935 obligea les békés à céder des augmentations de salaire aux ouvriers de la canne. De jeunes militants se réclamant du communisme : H. Bayardin, G. Gratiant, V. Lamon, T. Lero, René Ménil formèrent le groupe «Front Commun», et fusionnèrent avec le groupe Jean Jaurès en octobre 1935, ils seront le noyau de la Fédération communiste qui adhérera au Parti communiste Français en 1937.

Sur la lancée de la grève générale de juin 36 en France, les manifestations de la classe ouvrière se multipliaient en Martinique. Le 25 octobre 1936, les militants communistes J. Monnerot, A. Duféal, L. Bissol, V. Lamon, J. Del, G. Gratiant, R. Ménil furent à l'origine de «l'Union des Syndicats martiniquais». Ce syndicat fut une arme importante pour la défense des revendications essentielles des travailleurs. Par la suite il devint «l'Union départementale de la CGT française », aujourd'hui la CGTM.

La popularité des représentants communistes eut sa conséquence électorale. Ainsi, en 1937 c'est un ouvrier, L. Bissol, qui est élu au conseil général de la Martinique.

Vers le PCM.

Après avoir connu la clandestinité durant la guerre sous l'Amiral Robert, la Fédération communiste retrouva le vote des travailleurs et en novembre 1945 deux communistes, Bissol et Césaire, furent élus députés. En 1946, ils furent à l'origine de la loi de la départementalisation des colonies des Antilles.

La fédération martiniquaise connut un revers important causé par la démission

d'Aimé Césaire en 1956. Il l'expliqua par l'invasion de la Hongrie par les troupes stalinienne, mais l'essentiel de sa « Lettre à Maurice Thorez » consiste en une justification d'un tournant vers le nationalisme modéré, débarrassé de toute référence au communisme, qui se concrétisa dans la création du Parti progressiste martiniquais (PPM) en 1958.

Parti Communiste ou Stalinien ?

Mais ce communisme n'avait plus grand chose à voir depuis longtemps avec les idées de Lénine, avec la révolution et l'internationalisme prolétarien. Les dirigeants s'en revendiquaient en théorie, mais en fait suivaient le cours de la bureaucratie stalinienne au pouvoir en URSS depuis la fin des années 1920. Ce cours consistait entre autre à faire en sorte que les partis communistes du monde fondés dans le sillage de la révolution d'octobre soutiennent et mobilisent les travailleurs de manière à susciter une force d'appoint à la bureaucratie stalinienne en guerre froide avec l'impérialisme mondial. Mais lorsque les montées ouvrières en arrivaient au point où elles pouvaient dépasser cette limite et entrer dans un processus de révolution sociale, le stalinisme directement ou par l'intermédiaire de ses partis satellites se chargeait de les briser. La bureaucratie stalinienne utilisa le prestige de la révolution russe et l'autorité qu'elle en tirait pour mieux étouffer dans le monde toute perspective révolutionnaire réelle et maintenir ses privilèges de couche sociale parasitaire au pouvoir en URSS. La liquidation physique de toute une génération de militants révolutionnaires, léninistes, trotskystes fut ainsi programmée et mise en œuvre à grande échelle en URSS et parfois dans d'autres pays.

Et maintenant ?

Bien des militants voire des dirigeants ouvriers des Partis communistes aux Antilles comme ailleurs se sont sincèrement battus pour l'idéal communiste avec la

révolution sociale en ligne de mire. Tous n'ont pas été complices conscients de la politique stalinienne, même s'ils étaient en réalité les rouages d'une politique qui les trompait. Certains à cette époque des années 20 et 30, dans un certain nombre de pays, ont choisi la rupture non pas avec le communisme mais avec le stalinisme. Mais dans certains pays, surtout coloniaux, un certain nombre de militants éloignés, manquant d'information, aux prises avec la répression coloniale constante n'ont pu bénéficier de l'apport théorique de Léon Trotsky par exemple. Et certains intellectuels ont refusé de penser par eux-mêmes au-delà de l'alternative : stalinisme ou réformisme modéré de gauche ou de droite, stalinisme ou réformisme nationaliste. Ils ont, aujourd'hui encore, leur part de responsabilité dans le retard de la révolution socialiste mondiale.

Aujourd'hui, l'évolution du PCM a confirmé cette tendance. De plus, les scissions, démissions, querelles, la démoralisation ont miré un parti affaibli. Les luttes ouvrières offensives du début du siècle dernier et jusque dans les années 1970 parvenaient encore à masquer le réformisme ou le nationalisme modéré du PCM et à en faire aux yeux de beaucoup encore un « Parti communiste ». Mais aujourd'hui, le «roi est nu». Le recul des luttes ouvrières de la période montre la politique du PCM sans masque, une politique réformiste nationaliste modérée à la remorque de la petite bourgeoisie locale.

Il reste que ce parti se dit encore (mais pour combien de temps ?) communiste et que si en son sein existent des militants communistes sincères, combattifs, jeunes, ouvriers, l'espoir peut alors demeurer qu'avec d'autres tendances du mouvement communiste et ouvrier, dont la nôtre par exemple, se forge un pôle communiste révolutionnaire pour impulser un nouvel élan aux luttes ouvrières, retrouver les traditions de lutte du mouvement ouvrier et trouver ensemble la voie qui devra mener un jour à la révolution prolétarienne.

ABONNEMENT

12 MOIS :
SOUS PLI FERME 30.50 €
SOUS PLI OUVERT 23 €

Je désire m'abonner au journal COMBAT OUVRIER pour une période de mois.

NOM :

Prénoms :

Adresse :

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme de Euros.

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAIS - Combat Ouvrier.
1111 Rés Matélie, l'aiguille,

97128 Goyave - Guadeloupe.
Antilles françaises

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
P. ANAIS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER

M. Philippe Anais.

1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE

Louis MAUGÉE

B.P. 821

97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION

Imp. ERAPRESS

Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier

http://www.combat-ouvrier.net

Pour nous écrire sur internet
redaction@combat-ouvrier.net